

## Afrique occidentale — suite de la page 1

Le financement accordé par des institutions financières internationales telles que la Banque mondiale et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a permis aux entreprises canadiennes de démontrer la qualité de leurs produits et de leurs services. Ainsi, le Canada est-il en train de se tailler une réputation enviable en Afrique occidentale.

**Infoserv**, une entreprise lavalloise de technologie de l'information, a récolté sa part de réussites sur ce marché. « Pour ceux d'entre nous qui sommes actifs dans le domaine des technologies de l'information, notre identité canadienne est un atout, déclare Jean-Pierre Lemire, président d'Infoserv. Le savoir-faire et le pragmatisme canadien dans ce domaine sont connus et tenus en haute estime. Le français langue de communication est également un avantage. »

On trouve un exemple de la vitalité de l'Afrique occidentale dans le secteur de l'infrastructure, où des projets nationaux et régionaux de modernisation sont en cours.

### Énergie

Le Burkina Faso ne jouit pas d'un accès à la mer, de sorte qu'il dépend étroitement de ses voisins pour combler ses besoins en biens et en énergie. Son gouvernement a lancé un vaste

programme d'électrification rurale financé par la BOAD, dans le cadre duquel on prévoit la mise en service de centrales électriques et la création d'un réseau de distribution relié au Ghana et à d'autres pays limitrophes. La privatisation des sociétés nationales de pétrole et d'électricité et la création d'un organisme de réglementation pour le secteur de l'énergie présentent également des possibilités du côté des services d'experts-conseils.

Le Sénégal et la Côte d'Ivoire sollicitent le savoir-faire canadien en vue d'aider à libéraliser le volet aval du secteur de l'énergie. La privatisation de la société sénégalaise d'électricité, SENELEC, doit avoir lieu d'ici décembre 2004. Les deux pays se sont engagés dans des projets d'électrification rurale qui ont entraîné d'importantes acquisitions de matériel électrique. Ils ont également lancé de vastes programmes de modernisation des infrastructures. Au Mali, la réussite de l'opération de privatisation du secteur énergétique a suscité un accroissement de la demande en compteurs et autres appareils pour remplacer une infrastructure désuète.

### Transports

Quiconque est déjà allé en Afrique sait que l'infrastructure des transports y est

Pour en savoir plus sur le Canada et l'Afrique, consultez le numéro 21 de **Canada — Regard sur le monde**, le magazine trimestriel du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international sur la politique étrangère ([www.dfait-maeci.gc.ca/canada-magazine](http://www.dfait-maeci.gc.ca/canada-magazine)).

inadéquate. Depuis trois ans, la Banque mondiale a accordé aux pays d'Afrique subsaharienne des prêts totalisant 1,6 milliard de dollars pour des projets de transport; une bonne partie de cette somme est allée à l'Afrique occidentale. Des entreprises canadiennes participent d'ailleurs à ces projets. Les services de **CPCS Transcom**, une firme d'Ottawa, ont été retenus pour la privatisation du chemin de fer Dakar-Bamako. De son côté, la firme montréalaise **CANAC** s'est assuré une concession de 25 ans pour gérer et exploiter cette liaison ferroviaire de 1 200 kilomètres.

En Côte d'Ivoire, un certain nombre d'entreprises canadiennes ont participé à des appels d'offres ou déclaré leur intérêt envers divers projets routiers, y compris le prolongement de l'autoroute du nord et la remise en état de trois routes nationales, ce qui représente des contrats d'une valeur de 137 millions de dollars.

Le Burkina Faso dispose d'un budget de 1,1 milliard de dollars pour les projets de transport, dont 185 millions accordés par la Banque mondiale. On s'attend à ce qu'il y ait des débouchés dans les domaines suivants : services d'experts-conseils, entretien périodique et régulier, remise en état des routes, renforcement des capacités de gestion, sécurité routière et privatisation de la gestion des aéroports de Ouagadougou et de Bobo.

**Pour plus de renseignements**, consultez les sites Web du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international pour l'Afrique occidentale : [www.infoexport.gc.ca/bf](http://www.infoexport.gc.ca/bf) (Burkina Faso), [www.dfait-maeci.gc.ca/abidjan](http://www.dfait-maeci.gc.ca/abidjan) (Côte d'Ivoire), [www.infoexport.gc.ca/ml](http://www.infoexport.gc.ca/ml) (Mali) et [www.infoexport.gc.ca/sn](http://www.infoexport.gc.ca/sn) (Sénégal), ou communiquez avec la Direction du commerce avec l'Afrique subsaharienne, courriel : [ggtt@dfait-maeci.gc.ca](mailto:ggtt@dfait-maeci.gc.ca).

## L'Afrique australe grouille de possibilités

Si l'Afrique du Sud est un marché que connaissent bien de nombreuses entreprises canadiennes, ce n'est pas le cas pour des pays voisins comme la Zambie, le Mozambique et le Botswana. Pourtant, toute la région d'Afrique australe offre des possibilités intéressantes pour les entreprises désireuses de s'implanter dans ces marchés émergents. Étroitement tributaire des importations, la région présente des débouchés inexploités pour les produits et les services canadiens dans divers secteurs.

Les services d'expert-conseil, les mines et l'énergie, les transports et les technologies de l'information et des communications (TIC) ne sont que quatre des secteurs témoignant de ce que l'Afrique australe peut offrir aux exportateurs canadiens.

### Services d'expert-conseil

Le Mozambique et le Botswana sont des marchés croissants pour les services d'expert-conseil. Au Mozambique, les besoins les plus pressants se trouvent dans les mines et les ressources minérales, l'eau et l'assainissement et le développement des infrastructures. Financés en grande partie par les grandes institutions financières internationales (IFI), les projets lancés dans ces secteurs représentent d'excellents débouchés pour les firmes canadiennes.

Au Botswana, l'infrastructure technologique, les TIC, la privatisation des institutions publiques et la modernisation du transport aérien comptent parmi les principaux secteurs de croissance. De même, les réformes économiques entreprises au Malawi, qui ont jusqu'à présent bénéficié d'une aide de 120 millions de dollars accordée par la Banque africaine de développement et la Banque mondiale, visent la restructuration et la privatisation des sociétés d'État. La modernisation de l'infrastructure sanitaire et de l'approvisionnement en eau du pays offre aussi des débouchés.

### Mines et énergie

Dans toute l'Afrique australe, mais en particulier dans des pays riches en ressources comme le Mozambique et l'Angola, les gouvernements ont fait des mines et de l'énergie les principales



Apprendre par la technologie : un médecin à Lusaka, en Zambie, renseigne des enfants sur le VIH et le sida.

priorités pour le développement national et l'expansion économique.

Avec un investissement total de plus de 10,5 milliards de dollars, la société pétrolière publique angolaise, Sonangol, et ses partenaires internationaux sont d'éventuels gros consommateurs de produits et services d'experts canadiens en pétrole.

On s'attend à ce que la hausse des cours du cuivre, un métal dont dépend étroitement l'économie zambienne, incite les entreprises minières locales à acheter du matériel et des services pour accroître leur production. Le projet Copperbelt Environmental en Zambie et le projet d'accroissement des capacités de gestion des ressources minérales au Mozambique contribueront à faire croître la demande en matériel et en services miniers.

### Transports

Le secteur des transports en Angola et au Mozambique est sous-développé et a besoin d'être modernisé. On trouve au Mozambique des projets financés par les IFI dans le domaine de la remise en état et de la construction d'infrastructures de transport, ainsi que d'éventuels débouchés dans celui de la fourniture de locomotives et de matériel connexe aux entreprises ferroviaires des deux pays.

Le Botswana est en train de moderniser ses aéroports, et l'Angola projette de construire un nouvel aéroport international dans sa capitale, Luanda.

### TIC

Comme dans de nombreux autres pays africains, les TIC sont en plein essor. Les

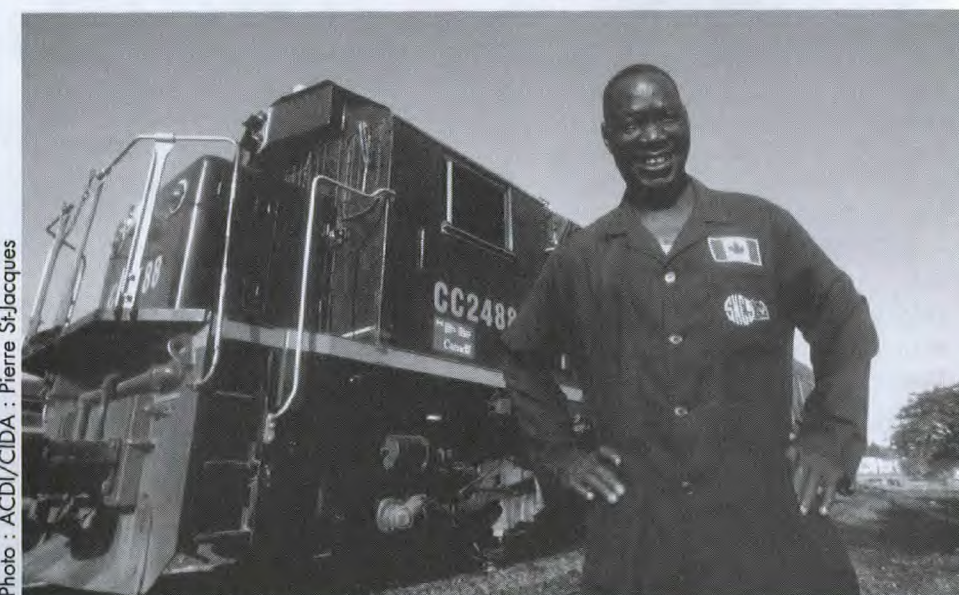
gouvernements du Botswana et du Mozambique ont indiqué clairement qu'ils entendaient développer ce secteur en mettant au point des stratégies nationales pour les TIC. Le gouvernement botswanais a lancé des appels d'offres pour la prestation de services de logiciel, de matériel et de réseautage. Pour plus de renseignements, consultez le site Web à l'adresse [www.gov.bw/business/tenders.html](http://www.gov.bw/business/tenders.html).

En Angola, au Malawi et au Mozambique, le secteur des TIC en est encore à ses débuts. Les entreprises canadiennes peuvent y prendre pied en introduisant leurs produits dans ce marché dès maintenant, ce qui leur donnera la possibilité de tirer parti des avantages comparatifs qui émergeront en aval par la suite.

### Conseils

Lorsque vous faites des affaires en Afrique australe, soyez proactifs. Établissez des contacts avec les décideurs et envoyez-leur de l'information sur vos produits et services. Trouvez aussi un agent ou un partenaire local qui connaît la langue et la culture commerciale des marchés que vous voulez explorer.

**Pour plus de renseignements**, consultez les sites Web du MAECI sur le Mozambique, la Zambie et le Zimbabwe aux adresses suivantes : [www.infoexport.gc.ca/mz](http://www.infoexport.gc.ca/mz), [www.infoexport.gc.ca/zm](http://www.infoexport.gc.ca/zm) et [www.infoexport.gc.ca/zw](http://www.infoexport.gc.ca/zw).



Le renouvellement du chemin de fer Dakar-Bamako : des entreprises canadiennes aident le Mali et le Sénégal à refaire leurs chemins de fer nationaux par le biais de sociétés transnationales viables.